

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 27 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ISONAT SAS
ZI Bonvert
rue Barthélémy Thimonnier
42300 Mably

Références : UID4243-EAR-024-117
Code AIOT : 0006112461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 mars 2024 dans l'établissement ISONAT SAS implanté ZI Bonvert, rue Barthélémy Thimonnier, 42 300 Mably. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, s'inscrivant dans le cadre d'une action régionale "coup de poing" de l'inspection des installations classées, propose de contrôler les rejets aqueux dans les ICPE soumise à autorisation ou à enregistrement. Le contrôle porte essentiellement sur la réalisation de l'auto-surveillance des rejets par l'exploitant, du respect des valeurs limites d'émission et la réalisation du contrôle externe par un organisme accrédité. La vérification de la saisie des résultats sur GIDAF est réalisé ainsi qu'un contrôle visuel des rejets et de l'accessibilité du point de prélèvement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ISONAT SAS
- ZI Bonvert rue Barthélémy Thimonnier 42300 Mably
- Code AIOT : 0006112461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ISONAT exploite une unité de fabrication de panneaux isolants à base de fibre de bois sur un site localisé à Mably (42). L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023, et relève de la Directive IED.

ENGIE Solutions est chargé de concevoir, construire et exploiter une chaufferie biomasse qui utiliserait les poussières de bois issues du process et qui serait destinée à compléter la production de vapeur de l'établissement.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	5 mois
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Demande de justificatif à l'exploitant	Dès réception des résultats
9	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	Dès réception des résultats

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le projet de 2023 consistait à ajouter un défibreux et un séchoir afin de permettre un fonctionnement simultané des deux lignes de production de panneaux isolants.

Cette augmentation de production entraîne une augmentation de l'eau rejetée à l'issue du process. Ces eaux résiduelles doivent être traitées par l'exploitant avant rejet. Un délai de mise aux normes des valeurs limites d'émission lui avait été accordé afin de pouvoir réaliser des essais de conformité sur la step interne du site. Ce délai arrive à échéance et l'exploitant n'est pas en mesure de respecter les valeurs limites. Un sursis est accordé à l'exploitant, car un accord avec le gestionnaire des eaux usées a été signé mais les valeurs limites devront respecter l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023 en fin d'année 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Plusieurs plans sont à disposition mais aucun ne regroupe l'ensemble des informations prescrites.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Proposer un plan permettant d'identifier : <ul style="list-style-type: none">– le point de prélèvement de l'eau de process dans le canal, le circuit de l'eau de process, le passage dans la step et le point de rejet dans le réseau de la Roannaise des eaux (rejet 1) ;– les points de collectes et le point de rejet des eaux pluviales dans l'ouvrage bordant le canal (rejet 2), en faisant apparaître le séparateur et le bassin de récupération des eaux pluviales/incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet – diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Les eaux pluviales sont rejetées dans un ouvrage couvert, longeant le canal. Le bassin de rétention des eaux était placé en mode dégradé pour permettre son curage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : – Fournir le rapport d'intervention du curage du bassin ou le bordereau de suivi de déchets des boues du fond de bassin.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Les points de mesure existent mais ne sont pas identifiés, ni sur un plan, ni sur le terrain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : – Réaliser une identification des points de mesure par un affichage sur le terrain. Les reporter sur le plan des réseaux
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : Constats sur les débits L'exploitant est autorisé à prélever le débit maximal de 192 m ³ /j d'eau dans le canal. L'exploitant est en mesure de connaître le débit journalier prélevé mais la remontée de cette information se fait de manière hebdomadaire. L'exploitant est autorisé à rejeter 192 m³/j en sortie de STEP interne. Du 1er janvier au 29 février, il y a eu un dépassement (à 205 m ³ /j) le mercredi 31 janvier 2024 que l'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer.

<p>L'exploitant indique ne pas faire fonctionner les 2 lignes de production à leur régime maximal depuis l'obtention de l'autorisation signée le 14 avril 2023. Pour le mois de février 2024, le volume moyen journalier d'eau rejetée est de 81 m³ (avec volume minimum : 18m³, volume max : 136m³).</p> <p>L'exploitant réalise 4 prélèvements par mois sur les eaux de process avant rejet à la STEP communale. 3 prélèvements sont réalisés par ses soins et 1 prélèvement est réalisé par un laboratoire agréé.</p> <p>Tous les prélèvements sont analysés par un laboratoire extérieur.</p> <p>Pour les prélèvements réalisés par l'exploitant, une armoire de prélèvement réfrigérée (3,9 °C le jour de l'inspection) est en place, à côté du rejet. Chaque prélèvement hebdomadaire dure 24 heures.</p> <p>Le jour de l'inspection (le 22 mars 2024), les résultats pour le mois de février n'étaient pas connus de l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de vérifier quotidiennement le volume prélevé dans canal et le volume rejeté en ce qui concerne les eaux de process afin de mettre en place rapidement des actions correctives si les volumes prélevés dépassaient les volumes autorisés.</p> <p>Il indiquera à l'inspection son plan d'actions sous 2 mois.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les autosurveillances de février dès réception des résultats.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 21-II</p> <p>« Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</p> <p>Article 58-IV</p> <p>« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après l'article 10.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du site du 14 avril 2023, l'exploitant doit, pour le rejet 1 (eau de process en sortie de step interne) mesurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le débit de manière journalière, – le pH, t°, MEST, DCO de manière hebdomadaire, – DBO5, P de manière mensuelle <p>Sur GIDAF, le pH est mesuré mensuellement, les autres paramètres sont analysés à fréquence réglementée.</p> <p>D'après l'article 10.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du site du 14 avril 2023, l'exploitant doit, pour le rejet 2 (eau pluviales en sortie de bassin d'orage) mesurer le pH, MEST, DBO5, DCO, métaux totaux et hydrocarbures à fréquence mensuelle sur les 6 premiers mois après mise en service puis à fréquence annuelle au-delà, si les analyses sont conformes.</p>

Sur GIDAF, seule une analyse partielle des eaux pluviales est référencée pour 2023, en décembre sans mesure de pH, d'hydrocarbures, de métaux. La DCO est mesurée à 1 000 mg/l au lieu de 300 mg/l et les MEST sont mesurées à 96 mg/l pour une VLE à 100 mg/l.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour les eaux pluviales:

– la fréquence n'est pas respectée. Les concentrations mesurées en décembre 2023 sont au-dessus des VLE concernant la DCO. L'exploitant a fait curer le bassin d'orage (action en cours le jour de l'inspection).

Une analyse doit être réalisée pour vérifier l'action du curage.

Dans l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023, article 10.2.2.1, une surveillance mensuelle sur 6 mois avait été prescrite. En fonction de la conformité des résultats, une surveillance annuelle pouvait être mise en place.

L'exploitant met en œuvre cette prescription et transmet un bilan à l'inspection **dans 5 mois**.

Pour les eaux de process :

Le projet présenté en 2023 permettait de faire fonctionner simultanément les 2 lignes de production. L'arrêté préfectoral du 14 avril 2023 prévoyait des valeurs de rejets d'eau de process "en mode dégradé" le temps que l'exploitant puisse réaliser des essais puis les travaux nécessaires sur sa STEP interne afin de respecter les valeurs limites de l'arrêté ministériel du 2 février 98.

Les valeurs de rejets en mode dégradé autorisées sont :

Volume Max rejeté : 140 m³/j

Concentration en DCO : 5 000 mg/l

Concentration en DBO5 : 2 500 mg/l

Les valeurs limites au-delà de cette date sont :

Volume Max rejeté : 192 m³/j

Concentration en DCO : 2 000 mg/l

Concentration en DBO5 : 800 mg/l

La convention devait permettre d'accepter les rejets en mode dégradé jusqu'au 1 mars 2024 et la station d'épuration interne au site devait être opérationnelle à cette même date.

Le gestionnaire a accepté de récupérer et traiter les eaux de process aux valeurs de rejets prescrites dans l'arrêté préfectoral en mode dégradé jusqu'au 31 décembre 2024.

L'exploitant devra déterminer les solutions techniques permettant de respecter les VLE de son arrêté préfectoral par le biais d'une étude qu'il transmettra à l'inspection avant le 1 septembre 2024.

L'exploitant devra valider et s'engager sur une solution technique avec un traitement de l'eau adapté à la charge polluante à abattre. Il proposera un échéancier de réalisation dans le même délai. Cette échéance devra être argumentée, elle s'appuiera notamment sur les éventuelles difficultés techniques, les contraintes liées à la production mais devra respecter un échéancier de mise en conformité des rejets aqueux au 1er janvier 2025 .

Aussi, les plans des réseaux (cf constat 1) seront mis à jour suite à cette modification de la STEP

Délai : 31 décembre 2024

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du Code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'exploitant transmet régulièrement les résultats de son autosurveillance sur GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Pour le mois de février 2024, le volume moyen journalier d'eau rejetée est de 81 m ³ (avec volume minimum : 18m ³ , volume max : 136m ³). L'exploitant est en mesure d'avoir un relevé journalier
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :
Une armoire de prélèvement est située à côté du point de rejet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le site a fonctionné en mode dégradé en janvier 2024 car un accident a eu lieu le 4 janvier 2024. La production de panneaux de bois a été perturbée. Ce mois de janvier n'est pas représentatif d'une production normale. L'exploitant enverra les résultats d'analyses de février 2024 dont les prélèvements ont été effectués par le laboratoire agréé dès réception du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : dès réception des résultats

N° 9 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de son programme d'activité annuel, l'établissement ISONAT a procédé à une visite de type « Constat de vérification métrologique des dispositifs d'autosurveillance » du point de rejet du site de MABLY (42) le 31 janvier 2023. La sonde de température du rejet, le système de prélèvement (volume) et la mesure de débit sont contrôlés et conformes.</p> <p>La sonde de température de l'enceinte de prélèvement est non conforme, car l'écart de température est supérieur à 1 °C mais la température de l'enceinte est bien comprise entre 2 et 8 °C.</p> <p>Le pH mètre présentait des résultats non conformes et un étalonnage était nécessaire</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Préciser quelle action corrective a été mise en place concernant le thermomètre dans l'enceinte de prélèvement présentant un écart de mesure. Transmettre le justificatif – Préciser le suivi du pHmètre et la fréquence de son étalonnage interne. Justifier de la conformité de ses mesures

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a réalisé les premiers prélèvements en décembre 2023. Les résultats ont été renseignés sur GIDAF. L'exploitant est en attente des résultats des autres campagnes et les renseignera sur GIDAF dès réception
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : dès réception des résultats